

INDÉPENDANCE DU SYNDICALISME

Le Mouvement Ouvrier fut de tout temps - et aujourd'hui encore plus qu'hier - entouré de séductions par la gent politicienne. Ainsi, constamment sollicité et appelé à servir de caution à telle ou telle politique qui n'est pas exactement celle que la libre consultation de ses adhérents de base aurait déterminée, le syndicalisme ouvrier doit rester jaloux de son indépendance. Point essentiel sur lequel militants - révolutionnaires et réformistes - se retrouvent présentement en plein accord. D'ailleurs, nous savons tous, de quelque école syndicaliste à laquelle nous appartenions, que toute intervention de facteurs extérieurs au syndicalisme proprement dit a pour résultat une considérable diminution de l'efficacité de l'action ouvrière.

Quelques lecteurs d'esprit chagrin me rétorqueront que le débat sur le thème syndicalisme et politique n'est pas nouveau. Je le saisi et pour confirmer cette assertion, je ne réfrènerai donc pas davantage mon désir de rappeler qu'en 1906, au Congrès Syndicaliste d'Amiens, lors du débat sur les relations des syndicats ouvriers et des partis politiques, Victor Renard, secrétaire de la Fédération du Textile, soutint que l'organisation syndicale pouvait très bien être appelée à s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigeront, soit par des délégations intermittentes ou permanentes, avec le Conseil National du Parti Socialiste (alors le seul parti politique de tendance prolétarienne de quelque importance), pour faire plus facilement triompher ses principales réformes ouvrières.

La réponse du Congrès ne laissa subsister aucune équivoque plausible. Par 724 voix contre 34 et 37 abstentions, la motion proposée par Renard fut écartée, et un texte du Bureau Confédéral fut adopté à la quasi-unanimité par 830 voix contre 8 et 1 abstention. C'est la célèbre CHARTE D'AMIENS qui énonce : *« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organismes confédérés n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale ».*

Cette indépendance du syndicalisme - tant qu'elle fût effective - a fait la force du Mouvement Ouvrier en France. Elle est dans sa tradition; elle doit rester dans son devenir. *«Faites vos affaires vous-mêmes».*

Ce conseil constitue sans aucun doute la base du syndicalisme apolitique qui clame aux travailleurs; n'ayez foi qu'en vous seuls!

Déployez donc toutes vos énergies et mettez à l'épreuve toute votre puissance d'action directe et gestionnaire.

Loin de partager l'opinion des partis politiques dits «révolutionnaires», qui considèrent que le mouvement syndical doit être, non seulement une sorte d'école primaire - enfantine plutôt - du socialisme en général, mais encore et surtout un grand corps sans âme, animé et dirigé par eux, avant d'être intégré dans l'Etat (toujours) totalitaire qu'ils rêvent tous d'instaurer.

Syndicalistes! nous référant encore à cette Charte d'Amiens qui, par son caractère apolitique du syndicalisme est restée la charte du Mouvement Ouvrier, déclarons en substance que *«le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production...»* et affirmons *«que le syndicalisme, expression naturelle et concrète du mouvement (actif) des producteurs contient à l'état latent et organique toutes les activités d'exécution et de direction capable d'assurer la vie nouvelle».*

Et ce, en dehors des Arlequins de la base politique.

Vaste mouvement de la classe ouvrière, aboutissant par la coordination de son action, à l'émancipation totale du prolétariat, le syndicalisme est, à notre avis, la doctrine économique tendant à substituer au régime capitaliste - libéral ou étatique - une organisation sans contrainte ayant pour base les syndicats transformés en coopératives de production: forces productives et créatrices, associant les efforts des manœuvres, des techniciens et des savants, orientés constamment vers le progrès et les besoins de la consommation.

Dédaignant, d'une part, ces bonzes aspirants à un maroquin ministériel, pour lesquels *«l'heure est venue où les syndicalistes doivent s'installer à des leviers de commande dans le gouvernement»*, voire pour certains «activistes-participationnistes» à un gouvernement de Gaulle... Et d'autre part, ces autres pseudosyndicalistes, qui, intoxiqués de doctrines staliniennes, considèrent les syndicats non comme des organisations autonomes, mais comme des instruments aux mains du Parti Communiste (Impérialiste)...

Restez fidèles aux principes du syndicalisme des «pères» de la Charte d'Amiens. Au syndicalisme qui résume et contient toute l'action ouvrière. Nous invitons tous nos frères exploités à méditer cette stance de *L'Internationale*, qui est notre conclusion:

*Il n'est pas de sauveurs suprêmes;
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes!
Décrétons le salut commun!*

Francis DUFOUR.
